

REGLEMENT DE CONSULTATION

(R.C.)

MAITRE DE L'OUVRAGE :

**SYNDICAT MIXTE
D'ADDUCTION EN EAU POTABLE
DE MAILLÉ – DRACHÉ – MARCILLY & NOUÂTRE**

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :

ALIMENTATION EN EAU POTABLE - Année 2011

Renforcement du réseau et Réfection des ouvrages

**Procédure Adaptée
Articles 146 du Code des Marchés Publics**

LIEU, DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

**SYNDICAT MIXTE D'ADDUCTION EN EAU POTABLE
DE MAILLÉ – DRACHÉ – MARCILLY & NOUÂTRE
Mairie - Rue du 25 Août
37800 MAILLÉ**

le Vendredi 03 Février 2012 à 16 heures 30 délai de rigueur

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE D'APPEL D'OFFRES	3
2.2 INTERVENANTS	3
2.2.1 Maîtrise d'Ouvrage.....	3
2.2.2 Conduite d'Opération	3
2.2.3 Maîtrise d'Oeuvre	4
2.2.4 Contrôle technique.....	4
2.2.5 Coordonnateur de Sécurité	4
2.2.6 Autres intervenants.....	4
2.3 VISITE DU SITE	4
2.4 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS.....	5
2.5 COMPLÉMENTS À APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	5
2.6 SOLUTION(S) DE BASE - VARIANTES ET OPTIONS	6
2.6.1. Variantes.....	6
2.6.2. Options.....	6
2.7 DÉLAI ET IMPÉRATIFS D'EXÉCUTION	6
2.8 MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	7
2.9 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	7
2.10 DÉLAI DE VALIDITÉ DE L'OFFRE	7
2.11 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PROJETS.....	7
2.12 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE NATIONALE.....	8
2.13 MESURES PARTICULIÈRES CONCERNANT L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL	8
2.13.1 - Plans d'hygiène et de sécurité.....	8
2.13.2 - Voies et réseaux divers	8
2.14 SOUS-TRAITANCE.....	8
2.15 MODE DE RÈGLEMENT DU (DES) MARCHÉ(S).....	8
ARTICLE 3 – OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
3.1 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE	9
3.2. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
3.3. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION SOUS FORME REPROGRAPHIÉE	9
3.4. FRAIS DE DOSSIER	10
ARTICLE 4 – PRÉSENTATION ET REMISE DES OFFRES.....	10
4.1 LANGUE ET MONNAIE.....	10
4.2 PROCÉDURE DE PRÉSENTATION ET DE REMISE DES OFFRES	10
ARTICLE 5 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
5.1. CANDIDATURE	11
5.2. OFFRE	12
5.3 POINTS PARTICULIERS	14
ARTICLE 6 –JUGEMENT DES OFFRES	14

Article 1 - Objet de la consultation

Le présent appel d'offres porte sur la réalisation des travaux suivants :

- renforcement et de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable, sur la commune de MARCILLY-SUR-VIENNE,
- réfection et sécurisation de réservoirs et d'un local, sur les communes de DRACHÉ et de MAILLÉ

pour le compte du Syndicat Mixte d'Adduction en Eau Potable de MAILLÉ – DRACHÉ – MARCILLY & NOUÂTRE au titre de l'année 2011.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

La présente consultation concerne une procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 146 du code des marchés publics.

La présente consultation est également passée en application de l'article 56 du Code des Marchés Publics et du décret 2002-692 du 30 avril 2002 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés publics.

Les groupements solidaires ou conjoints sont admis à concourir dans les conditions définies à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

Une entreprise agissant en qualité de candidat individuel ne pourra pas participer comme membre à un groupement. De même, une entreprise ne pourra pas participer à plusieurs groupements.

2.2 Intervenants

2.2.1 Maîtrise d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage de la présente opération est le

SMAEP de MAILLÉ – DRACHÉ – MARCILLY & NOUÂTRE

Mairie - Rue du 25 Août

37800 MAILLÉ

Tel : 02 47 65 24 71 - Fax : 02 47 65 21 89

2.2.2 Conduite d'Opération

Sans objet.

2.2.3 Maîtrise d’Oeuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études :

SAFEGE

7 et 9 rue du Luxembourg

BP 37167 - 37071 TOURS Cedex 2,

Tél : 02 47 51 12 12 - Fax : 02 47 51 53 00

Chef de projet : M. CARDONA

2.2.4 Contrôle technique

Sans objet.

2.2.5 Coordonnateur de Sécurité

Dans le cadre de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, le Maître d’Ouvrage confiera, si besoin, à un organisme spécialisé, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

L'entrepreneur devra se reporter à la réglementation en vigueur et, si nécessaire, intégrer à son offre les obligations qu'imposeraient un Plan Général de Coordination. Les coûts correspondants à des obligations d'ordre général seront intégrés dans les forfaits "Installation, organisation, conduite de travaux", tandis que les coûts correspondants à des obligations se rapportant à des parties d'ouvrage précises seront intégrés dans les lignes correspondantes.

L'intervention éventuelle du Coordonnateur de Sécurité ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent à l'Entreprise, en application du Code du Travail.

2.2.6 Autres intervenants

L'exploitation et la gestion du réseau et des abonnés est assurée par la société

SOGEA

7-9 rue Pasteur – BP 60104

37171 CHAMBRAY LÈS TOURS Cedex 1

Tel : 02 47 48 01 48 - Fax : 02 47 48 26 28

2.3 Visite des sites des travaux

Pour le lot n°1 "Canalisations et Branchements particuliers"

Les candidats sont libres de procéder à une visite du site des travaux.

Pour le lot n°2 "Réfection et Sécurisation des ouvrages"

Les candidats sont informés que la date pour la visite des ouvrages est fixée au

Jeudi 19 janvier 2012

à 14h00 à la station de Maillé

Les candidats doivent impérativement confirmer par télécopie au Maître d’œuvre leur présence à la visite.

Si aucun candidat ne confirme sa présence, la visite est susceptible d’être annulée sans information préalable des candidats.

En dehors de la date fixée ci-avant, aucune visite gratuite ne sera, a priori, possible.

Pour les deux lots, l'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre :

- ♦ s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- ♦ avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- ♦ avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, énergie électrique, etc. ;
- ♦ avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque matière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

Les emplacements seront mis en l'état à la disposition de l'entrepreneur.

Aucune étude géotechnique n'a été réalisée sur les sites. L'entrepreneur pourra la faire réaliser s'il la juge nécessaire, à ses frais.

2.4 Décomposition en tranches ou en lots

Les travaux sont répartis en deux lots :

- ♦ lot n°1 : "Canalisations et Branchements particuliers"
- ♦ lot n°2 : "Réfection et Sécurisation des ouvrages".

Chacun des lots donnera lieu à la passation d'un marché spécifique.

Chaque entreprise ayant les compétences et les références adéquates peut soumissionner à un ou plusieurs lots.

Les travaux du lot n° 1 comportent une seule tranche.

Les travaux du lot n° 2 comportent une seule tranche.

2.5 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Les candidats devront compléter le C.C.T.P. par la liste des matériaux et matériels employés et des propositions techniques concernant la méthode de réalisation des travaux faisant l'objet du présent appel d'offres. Ils devront également fournir un planning prévisionnel précisant le délai de réalisation de chaque phase du chantier. Ces documents seront contractuels.

Dans le cadre de leur(s) variante(s) éventuelle(s), les compléments ou modifications qui devraient être apportés par les candidats seront clairement explicités sous forme d'une liste exhaustive de dérogations ou de compléments aux différents articles du C.C.T.P. Dans ce cas, la mention « lu et approuvé » du C.C.T.P. remis dans le dossier « variante » éventuel devra être suivie de la formule « sauf dérogations aux articles ... » avec les textes correspondants.

2.6 Solution(s) de base - Variantes et Options

2.6.1. Variantes

Le dossier de consultation comporte 1 seule solution de base.

Les concurrents doivent présenter une proposition entièrement conforme à la solution de base du dossier de consultation.

Chaque candidat est libre de présenter une solution variante pour autant :

- ♦ que les performances minimales à atteindre soient respectées et que les garanties apportées par l'Entreprise soient au minimum celles fixées pour la solution conforme au C.C.T.P. ;
- ♦ qu'il s'agisse d'une solution unique, regroupant l'ensemble des variantes élémentaires (variantes aux procédés, variantes à la conception d'ouvrages, de parties d'ouvrages, variantes à la nature des équipements proposés, ...) ;
- ♦ qu'elle soit chiffrée en décomposant son coût global, par variante élémentaire, exprimé en plus ou moins value par rapport à l'offre conforme au C.C.T.P. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de ne retenir qu'une partie de la solution variante constituée d'une ou plusieurs variantes élémentaires.

2.6.2. Options

Le lot n°1 "Canalisations et Branchements particuliers" ne comporte pas d'options.

Le lot n°2 "Réfection et Sécurisation" comporte une option : Remplacement de la porte du local de la station de Maillé

La remise d'une offre pour cette option est obligatoire.

En conséquence, les offres qui ne prendront pas en compte toutes les options décrites ci-dessus, ou qui ne les chiffreraient pas, seront considérées comme incomplètes, déclarées "irrégulières" au sens du 1° du I de l'article 35 du Code des Marchés Publics, et éliminées.

Si les options sont expressément déclarées gratuites par le candidat, elles ne seront pas considérées comme "non chiffrée".

Le Maître d'Ouvrage informe les candidats qu'il se réserve le droit de ne pas retenir l'option.

2.7 Délai et impératifs d'exécution

Concernant les périodes d'exécution des travaux, les candidats sont informés que :

- ♦ pour le lot n°1, les travaux dans la rue de Cambraye doivent impérativement être terminés pour le 30 avril 2012.
Le début d'exécution des travaux dans cette rue est donc fixé au 19 mars 2012 au plus tard. Le candidat reste libre de démarrer avant cette date si il en a la possibilité.
- ♦ pour le lot n°2, la remise en service du réservoir au sol doit intervenir début juin au plus tard.

Pour chacun des deux lots, le délai global d'exécution des travaux est laissé à l'initiative des candidats qui devront le préciser dans l'acte d'engagement et fournir un planning détaillé par phase d'opération à l'appui de leur offre.

Le délai d'exécution :

- ♦ inclut les congés prévisionnels de l'entreprise connus lors de l'élaboration;
- ♦ ne comprend pas la période de préparation dont la durée est fixée à :
 - ✓ pour le lot n°1 : deux (2) semaines,
 - ✓ pour le lot n°2 : trois (3) semaines.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Demandes de renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements complémentaires éventuels sur les cahiers des charges sont communiquées au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les réponses seront apportées au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Pour obtenir des renseignements complémentaires d'ordre technique, les concurrents doivent contacter par téléphone ou par télécopie le Maître d'Oeuvre :

SAFEGE – Mme DOREAU ou M. CARDONA

2.10 Délai de validité de l'offre

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'Acte d'Engagement, il court à compter de la date limite de remise des offres.

2.11 Propriété intellectuelle des projets

Les propositions présentées par les entreprises candidates demeurent leur propriété intellectuelle.

2.12 Dispositions relatives aux travaux intéressant la Défense Nationale

Sans objet.

2.13 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail

2.13.1 - Plans d'hygiène et de sécurité

L'entrepreneur devra se reporter et se conformer à la réglementation en vigueur.

2.13.2 - Voies et réseaux divers

Il appartient au candidat d'intégrer dans son offre tous les frais de raccordement provisoire « prévisibles ».

2.14 Sous-traitance

En application des articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics, les candidats peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de la Collectivité, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

2.15 Mode de règlement du (des) marché(s)

Les ouvrages et prestations faisant l'objet des marchés seront réglés

- ♦ pour le lot n°1 : par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- ♦ pour le lot n°2 : par application des prix forfaitaires dont le libellé est détaillé à la décomposition du prix global et forfaitaire.

2.16 Procédure de recours

L'instance chargée du recours est :

Tribunal Administratif de ORLEANS
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS – CEDEX 1

Le délai de recours est de deux (2) mois à compter de la publication de la notification de la décision administrative concernée.

Article 3 – Obtention du dossier de consultation

Il est rappelé que, conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics, les candidats peuvent avoir la possibilité de télécharger un dossier de consultation en ligne ou de le retirer sous forme reprographiée.

Concernant la remise d'une offre, le support papier est souhaité.

Le dossier de consultation en format papier est également consultable au siège du maître d'ouvrage et chez le maître d'œuvre.

3.1 Obtention du dossier de consultation par voie électronique

- ☐ **sans objet.** L'obtention du dossier de consultation des entreprises par voie électronique n'est pas possible.
- ☒ Le dossier de consultation peut être retiré à l'adresse suivante : www.maillle.fr.
Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation pour toute action sur le dit site. Il lui appartient notamment de disposer des logiciels permettant de lire les formats indiqués dans le pré-requis.

3.2. Renseignements complémentaires

- ☐ Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre par voie électronique, pendant la durée prévue à l'article 2.9 du présent règlement. A cet effet, ils fournissent le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier les éventuels compléments.
- ☒ **Les soumissionnaires n'ont pas la possibilité, par voie électronique,** de poser des questions au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre. Seuls les courriers au format papier ou les télécopies sont autorisés dans les délais indiqués à l'article 2.8 du présent règlement.

3.3. Obtention du dossier de consultation sous forme reprographiée

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque entrepreneur sur demande écrite à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">SAFEGE 7 et 9 rue du Luxembourg - BP 37167 37071 TOURS cedex 2</p>
--

En complément au dossier sous forme reprographiée, seules certaines des pièces devant être complétées, à savoir bordereau des prix et détail estimatif, pourront être adressées par voie électronique par le Maître d'œuvre, sur demande écrite faite à l'adresse ci-dessus.

Il appartient à l'entrepreneur de disposer des logiciels permettant de lire ces documents transmis sous format « usuels » - .doc, .xls ou .pdf par exemple.

Toute entreprise doit signaler dans les 48 heures après réception du dossier, toute anomalie ou pièce manquante à l'adresse ci-dessus. Passé ce délai, le dossier sera considéré "complet et sans observation".

3.4. Frais de dossier

Conformément à l'article 41 du Code des Marchés Publics autorisant la Personne Responsable du Marché à faire remettre, contre paiement des frais de reprographie, les pièces nécessaires à la consultation, l'entreprise adjudicataire devra rembourser à l'organisme en charge de l'édition la somme de

- ♦ pour le lot n°1 : 680,00 €.HT,
- ♦ pour le lot n°2 : 300,00 €.HT

et ce quel que soit le support utilisé (dématérialisé ou reprographié).

Article 4 – Présentation et remise des offres

4.1 Langue et monnaie

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Tous les documents qui ne seront pas rédigés en langue française ne seront pas pris en compte et l'offre sera analysée sur ces nouvelles bases.

Les prix et règlements du marché seront exprimés en Euros.

4.2 Procédure de présentation et de remise des offres

L'entrepreneur est informé que la remise de la candidature et de l'offre **sur support papier** est souhaitée.

Les candidats doivent transmettre leur offre sous pli cacheté contenant **deux enveloppes intérieures** également cachetées.

- Le pli extérieur portera les mentions suivantes :
"Appel d'Offres – Procédure adaptée" avec le libellé du marché
"Année 2011 – Lot n°1 "Renforcement et Branchements particuliers" ou Lot n°2
"Réfection et Sécurisation des ouvrages" - NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis
à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">S.M.A.E.P. DE MAILLÉ – DRACHÉ – MARCILLY & NOUÂTRE Mairie – Rue du 25 Août 37800 MAILLÉ</p>

- La première enveloppe intérieure sera cachetée et contiendra toutes les justifications à produire par le candidat. Elle portera les mentions suivantes :

<p>Première enveloppe intérieure (pièces relatives à la candidature)</p> <p>Candidature pour : Travaux d'Alimentation en Eau Potable – Année 2011</p> <p>Lot n°1 "Renforcement et Branchements particuliers" ou</p> <p>Lot n°2 "Réfection et Sécurisation des ouvrages"</p> <p>Entreprise :</p>
--

- La seconde enveloppe intérieure sera cachetée et contiendra l'offre. Elle portera les mentions suivantes :

<p>Deuxième enveloppe intérieure (pièces relatives à l'offre)</p> <p>Offre pour : Travaux d'Alimentation en Eau Potable - Année 2011</p> <p>Lot n°1 "Renforcement et Branchements particuliers" ou</p> <p>Lot n°2 "Réfection et Sécurisation des ouvrages"</p> <p>Entreprise :</p>

L'ensemble des pièces devra parvenir par **pli recommandé** avec avis de réception postal avant les date et heure limites fixées dans l'appel d'offres, le cachet de la poste faisant foi, ou contre **récépissé** au siège du Syndicat.

A titre d'information, le secrétariat est normalement ouvert :

- les lundi, jeudi et samedi : de 10h00 à 12h00 ;
- les mardi et vendredi de 14h00 à 17h30.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après les dates et heure limites visées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 5 – Contenu des candidatures et des offres

5.1. Candidature

La candidature comprendra les pièces suivantes, datées et signées par eux et classées ci-après par ordre décroissant d'importance :

- ♦ la lettre de candidature (imprimé DC4/99 n° 11231*01 ou DC1) ;
- ♦ la déclaration du candidat (volets 1 & 2, imprimés DC5F/99 n° 1091*01 - DC6/99 n° 30.3553 ou DC5 ou DC2) ;
- ♦ les certificats, attestations et déclarations visés à l'article 45 du C.M.P. ainsi que l'état annuel des certificats reçus (formulaire DC7/98) pouvant être remplacé par une attestation sur l'honneur (article 46 du C.M.P.). Cette attestation (ou les certificats correspondants) devra obligatoirement être fournie par le ou les entrepreneurs retenus dans un délai de huit jours à compter de la demande faite par le Maître d'Ouvrage ;

- ♦ une déclaration sur l'honneur pour justifier
 - qu'il ne fait pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
 - qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du Casier Judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail ;
 - ♦ si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
 - ♦ les attestations d'assurances professionnelles en responsabilité civile et décennale ;
 - ♦ les certificats de qualifications professionnelles ;
- La preuve de la capacité de l'entreprise pourra être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle (carte professionnelle F.N.T.P., etc.), des références de travaux et des certificats de capacité concernant des travaux similaires (en nature et en volume), attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.
- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'importance de la pertinence des certificats fournis au regard des travaux à réaliser.

Ces documents permettront au maître d'ouvrage d'évaluer les capacités réelles du candidat à réaliser les travaux objet de la présente consultation.

N.B. : L'ensemble des pièces de candidature sera à fournir par chaque candidat dans le cas d'un groupement.

Certificats pour support papier

A titre de règle pratique, il appartient aux candidats de produire dans leur dossier papier de candidature une photocopie de chacun des certificats demandés sur laquelle ils porteront eux-mêmes la mention suivante, la date et la signature étant obligatoirement manuscrites : *"Je soussigné, M, agissant au nom de l'entreprise atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original. date et signature"*

5.2. Offre

Le candidat produira un projet de marché composé des pièces suivantes datées, signées et revêtues du cachet de l'entreprise, dont chaque page sera en outre paraphée.

- ♦ **Pièce n° 1 : l'Acte d'Engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les Entreprises concurrentes ayant vocation à être titulaires du marché.
Cet Acte d'Engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe 2 du Cadre d'Acte d'Engagement en cas de sous-traitance). Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.
A cet Acte d'Engagement sera annexé le planning détaillé de réalisation de l'opération.
- ♦ **Pièce n° 2 : le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** Cahier ci-joint à accepter sans modification.

- ♦ **Pièce n° 3** : le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes** éventuelles à accepter sans modification, accompagné pour la variante éventuelle de la liste exhaustive des dérogations ou compléments proposés par le candidat avec leurs justificatifs précis.

Pour le lot n°1 "Canalisations et Branchements particuliers"

- ♦ **Pièce n° 4** : le **Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires**; entièrement complété, les prix devront être mentionnés en lettres et en chiffres.
- ♦ **Pièce n° 5** : le **Mémoire Explicatif et justificatif du candidat**;
- ♦ **Pièce n° 6** : le(s) **Détail(s) Estimatif(s) Prévisionnel(s)**.

Pour le lot n°2 "Réfection et Sécurisation des ouvrages"

- ♦ **Pièce n° 4** : le **Dossier Technique du candidat**;
- ♦ **Pièce n° 5** : la **Décomposition du prix global et forfaitaire**, cadre type joint à compléter ou décomposition à établir selon le même canevas de la manière la plus détaillée possible.

Le mémoire explicatif et justificatif regroupant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, doit comprendre au minimum :

- ♦ un programme d'exécution des ouvrages indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier,
- ♦ la liste des sous-traitants que le candidat envisage de proposer à l'acceptation du Maître d'Ouvrage après la conclusion du marché,
- ♦ des indications concernant la provenance des fournitures et éventuellement la référence des fournisseurs correspondants,
- ♦ le dispositif des procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés (personnel, encadrement, matériel),
- ♦ les moyens en matériel de contrôle qui serviront à assurer le suivi et la vérification du travail exécuté,
- ♦ une note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier,
- ♦ les principales dispositions du plan d'assurance qualité (procédures, organigramme du chantier, gestion des problèmes),
- ♦ tous les plans, d'ensemble ou de détails, et schémas permettant la compréhension de l'offre ;
- ♦ la liste complète des produits qu'il va utiliser, accompagnée des notices techniques ; nota : chaque fabrication devra être admise à la marque NF (liste établie au 24 avril 1997) ;
- ♦ les résultats des essais réalisés par un laboratoire agréé, conformément au protocole approuvé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Public de France pour les produits qui doivent être mis en contact de l'eau potable ;
- ♦ la liste complète accompagnée des notices d'utilisation des matériels prévus sur le chantier ;
- ♦ la description des moyens en matériel prévus pour l'installation de chantier ;
- ♦ la liste des ouvriers appelés à intervenir sur le chantier avec leurs références.

Nota : pour l'offre variante éventuelle, il est admis que le dossier technique (en particulier les plans) ne soit constitué que des pièces présentant des différences en indiquant toutefois la liste des pièces communes aux deux offres.

Il est de la responsabilité du candidat de s'assurer de la qualité et de l'adéquation de son mémoire au regard de l'objet du marché et des critères d'analyses susceptibles d'être pris en compte.

5.3 Points particuliers

Sans objet.

Article 6 – Jugement des offres

Pour les deux lots, le jugement des offres sera effectué selon les dispositions décrites ci-dessous.

Sur la base de l'analyse du dossier de candidature, si le candidat ne présente pas les compétences requises, l'offre ne sera pas prise en compte.

Le Maître d'Ouvrage choisira librement l'offre qu'il jugera économiquement la plus avantageuse, après d'éventuelles négociations avec tout ou partie des candidats.

L'évaluation de l'offre prend en compte les critères indiqués ci-après, affectés d'une note et d'un critère de pondération.

Pour le lot n°1 "Canalisations et Branchements particuliers"

Critère	Note maximale	Coefficient de pondération
Valeur technique	20 points	50 %
Montant des prestations	20 points	50 %

Pour le lot n°2 "Réfection et Sécurisation des ouvrages"

Critère	Note maximale	Coefficient de pondération
Valeur technique	20 points	65 %
Montant des prestations	20 points	35 %

La négociation pourra porter sur tout ou partie des points suivants :

- l'ensemble de la valeur technique ;
- le montant des prestations ;
- le mode opératoire ;
- les délais d'intervention et d'exécution.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera ainsi déterminée par l'addition des résultats de chaque critère, en application des formules suivantes :

♦ Valeur technique (20 points) :

L'ensemble des critères permettant de juger de la qualité du travail exécuté seront pris en compte pour le jugement des offres, à savoir :

Pour les deux lots

- l'adéquation de l'offre avec la consultation et les besoins exprimés;
- l'organisation générale du chantier;
- les mesures liées à la sécurité et à l'hygiène du chantier;
- les dispositifs d'autocontrôles de l'entreprise;
- les procédés et les moyens, humains et matériels, mis en œuvre pour l'exécution des travaux du marché;
- les mesures liées à la sécurité;
- les dispositions d'autocontrôle;
- le mode opératoire, moyens humains et matériels affecté.

Pour le lot n°1

- les matériaux de remblai des tranchées;
- les canalisations - matériaux PVC;
- les canalisations – matériau PEHD;
- la robinetterie;
- les pièces spéciales et de raccord pour les canalisations PVC ou Fonte;
- les pièces spéciales et de raccord pour les canalisations PEHD;
- les accessoires de fontainerie, poteaux incendie etc.;
- les regards de comptage.

Pour le lot n°2

- le matériel en matériau composite (échelle, garde-corps, etc...);
- le revêtement d'étanchéité intérieur du réservoir;
- le revêtement d'étanchéité des toitures;
- le revêtement d'imperméabilisation pour le ravalement extérieur;
- le produit de passivation des aciers
- le produit de ragréage du béton
- les plinthes et les réhausses des garde-corps
- l'équipement hydraulique intérieur du réservoir (canalisations, manchettes, etc...)
- les huisseries (capot, porte, etc...);
- le garde-corps en matériau composite;

♦ Montant des prestations (20 points) :

La formule utilisée sera : (meilleure offre de prix/offre concernée) x 20.

Pour le lot n°1

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un entrepreneur candidat entre les prix unitaires et forfaitaires qui figurent dans le détail estimatif et ceux qui figurent au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires, les indications portées en lettres sur ce dernier document prévaudront et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Si le détail estimatif comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront également rectifiées.

Les montants pris en compte pour l'analyse des offres seront les montants rectifiés.

Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ces pièces pour les mettre en harmonie. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour le lot n°2

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat entre le total de la décomposition du prix global et forfaitaire résultant d'erreurs de calcul (multiplication et/ou addition) et l'Acte d'Engagement, c'est le montant figurant dans l'Acte d'Engagement qui sera pris en compte.

Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le montant inscrit à l'Acte d'Engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.